

## Il a dit

«L'Accord sur le commerce des services (TiSA) pourrait être conclu avant la fin de l'année»

**Michael Froman**  
Représentant américain au Commerce



## Le chiffre

3%

C'est la hausse du nombre de faillites pour insolvabilité depuis le début de l'année. A la fin du mois de septembre, 3390 firmes étaient touchées en Suisse.

## Marché des devises

La BNS visée

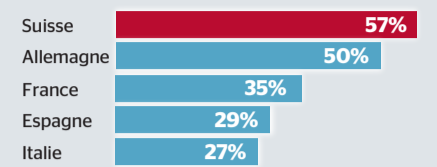
Le Trésor américain a placé la Suisse sur la liste des possibles manipulateurs de devises à cause des interventions de la Banque nationale suisse. La Suisse est en compagnie de la Chine, du Japon, de la Corée et de l'Allemagne.

## Banque

Suisses confiants

Selon le consultant Ernst & Young, 57% des Suisses font encore confiance à leur banque, même si ce lien s'est distendu.

Les Suisses font confiance à leur banque



## Sciences de la vie

# A Lausanne, le Biopôle veut trouver un second souffle

**Les dirigeants du site ont signé un contrat pour construire un nouveau bâtiment. Interview du CEO, Nasri Nahas**

**Olivier Wurlod**

Après des années houleuses à la suite du licenciement des anciens administrateurs, au printemps 2013, le cœur vaudois des sciences de la vie semble prêt à trouver un second souffle. A la fin de la semaine dernière, Biopôle SA signait avec Retraites Populaires un contrat pour démarrer la construction d'un nouveau bâtiment, devisée à une trentaine de millions de francs. Le site étant aujourd'hui complètement saturé, ces nouveaux locaux, prévus pour janvier 2018, devraient redonner un peu de marge de manœuvre au site lausannois. Avec le Campus Biotech genevois, situé dans le quartier de Sécheron, et l'EPFL, où les sciences de la vie se sont considérablement développées durant la présidence de Patrick Aebischer, ce site situé sur les hauts de Lausanne ancre l'arc lémanique dans le secteur prometteur des biotechnologies. Arrivé en juin 2015, son nouveau directeur, Nasri Nahas, fait le point sur la situation et évoque les défis à venir.

**Où en êtes-vous dans le développement du Biopôle SA?**

Les bâtiments composant actuellement le Biopôle s'étendent sur une surface de 33 000 m<sup>2</sup>. Etant donné que le PAC Vennes (*ndlr: régi avec le Canton de Vaud*) nous autorise à construire sur 134 000 m<sup>2</sup>, nous avons encore quelque 100 000 m<sup>2</sup> à disposition pour accueillir des sociétés actives dans les sciences de la vie, mais aussi des instituts de recherche dans le domaine. Aujourd'hui, le site est occupé à 100%, ce qui nous a incités à mettre sur pied rapidement la construction de ce nouveau bâtiment de 9000 m<sup>2</sup>.

**Un signe que la demande existe et que le canton arrive toujours à attirer de nouvelles entreprises?**

C'est effectivement une bonne nouvelle. La mauvaise est que notre pénurie actuelle est le signe que la croissance a été mal anticipée. Une preuve que la demande reste particulièrement soutenue: alors que les locaux du futur bâtiment ne seront pas disponibles avant janvier 2018, nous avons déjà reçu de nombreuses demandes de réservation, qui rempliront déjà quelque 40% des futurs locaux.

**Qu'est-ce qui a joué en faveur de Retraites Populaires dans l'attribution de la construction et l'exploitation de ce bâtiment?**



En agrandissant son site, le Biopôle ancre davantage l'ensemble de l'arc lémanique dans le secteur prometteur des sciences de la vie. DR

«Aujourd'hui le site est occupé à 100%, ce qui nous a incités à mettre sur pied rapidement la construction de ce nouveau bâtiment de 9000 m<sup>2</sup>»



**Nasri Nahas**  
Directeur général du Biopôle SA

La solidité financière de Retraites Populaires a clairement pesé dans la balance. Avec sa direction, nous sommes aussi parvenus à nous mettre d'accord sur un système de rentes innovant et satisfaisant pour les deux parties. Cette sélection, réalisée à la suite d'une mise au concours, respecte enfin notre volonté de diversifier les acteurs privés présents au Biopôle.

**Quel est le modèle économique du Biopôle?**

Le Canton de Vaud détient 97,5% des parts. Le reste est divisé entre la Ville de Lausanne et celle d'Epalinges. Avoir adopté la structure d'une société anonyme permet de mettre en place une structure plus agile. En termes de revenus, notre modèle économique est essentiellement basé sur la mise à disposition, pour nos partenaires privés, des droits de construction et d'exploitation des immeubles.

**Avec ces nouveaux locaux, comptez-vous conserver votre orientation sur les sciences de la vie?**

Très clairement, puisqu'elle répond non seulement à une directive du PAC Vennes, mais surtout fait écho à la forte croissance de cette branche. Pour l'exemple, les sciences de la vie représentent plus de 25% des exportations du canton, emploient plus de 10 000 personnes sur le canton de Vaud et représentent les plus grosses levées de fonds recensées l'année dernière. A noter d'ailleurs que ce terme reste assez vaste pour nous donner une grande marge de manœuvre et d'attractivité.

**D'autres sites sur l'arc lémanique sont actifs dans les sciences de la vie. En quoi le Biopôle se démarque-t-il finalement?**

Nous nous différencions avant tout par notre écosystème totalitaire dédié aux sciences de la vie et concentré autour de quatre axes que sont l'oncologie, l'immunologie, la nutrition et la médecine personnalisée et numérique. Un autre point qui nous caractérise est la diversité que nous cultivons en attirant au sein du Biopôle tant des instituts de recherche de renom, comme le CHUV ou l'UNIL, que des sociétés privées de toute taille.

**Concernant les start-up, allez-vous adopter une stratégie proche de l'EPFL en leur offrant par exemple des locaux à loyer préférentiel?**

Nous en accueillons déjà plusieurs. Dans les domaines de recherche qui nous concernent, je peux vous assurer que la question du loyer est marginale. Maintenant, je peux annoncer sans trop donner de détails qu'avec nos partenaires, nous sommes en train de mettre en place une solution qui nous permettra de faciliter l'incubation et l'accompagnement de jeunes pousses dédiées aux sciences de la vie et jouissant de moins de moyens.

**Un moyen d'augmenter votre visibilité?**

Les sociétés présentes au Biopôle sont en effet nos meilleures ambassadrices. Cette visibilité, nous la travaillons aussi en étant très actifs dans la recherche d'acteurs

qui manqueraient encore à notre écosystème. Tout cela en augmentant notre présence dans la presse, sur les réseaux sociaux et dans les conférences propres à notre secteur.

**EPFL, Y-Parc, Campus Biotech... Tous concurrents?**

En Suisse, nous nous situons dans cet esprit qui jongle entre concurrence et collaboration. Tout en évoquant nos particularités, nous jouons aussi sur nos complémentarités. Alors que l'EPFL est un site généraliste ouvert à toute technologie, le Campus Biotech est spécialisé sur le système nerveux central, l'Y-Parc se tourne plus vers la robotique et l'industrie en général, alors que le Biopôle se concentre sur les sciences de la vie. Nous avons aussi créé des plates-formes communes entre nos sites et n'hésitons pas à partager certaines informations. In fine, notre meilleur atout pour vendre le Biopôle dans le monde est de mettre en exergue l'attractivité et l'unicité de la Suisse, puis le dynamisme global du canton de Vaud.

**Des risques pèsent sur la possibilité d'accueillir en Suisse des travailleurs étrangers. Cela menace-t-il vos projets?**

Nous ne sommes pas indifférents à cette source générale d'inquiétude, puisque plusieurs dizaines de nationalités sont présentes à Epalinges. Personnellement, je suis plutôt confiant. Nous vivons dans un pays qui a toujours su trouver des solutions pragmatiques.

## Fortes ambitions d'UBP en Asie

**La banque privée genevoise veut doubler sa masse sous gestion d'ici à deux ans en Extrême-Orient**

La banque genevoise UBP (Union Bancaire Privée) SA manifeste de grandes ambitions relatives au marché asiatique. Responsable sur ce continent, Michael Blake prévoit ainsi d'y doubler la masse sous gestion d'ici à deux ans: «Un tel objectif s'avère réaliste.»

Michael Blake précise qu'UBP, fondée en 1969 par feu Edgar de Picciotto, peut atteindre ce doublement en développant les affaires avec sa clientèle actuelle, en augmentant de soixante à cent l'effectif de ses collaborateurs spécialisés ou en activant les processus d'acquisitions.

A vrai dire, cette vision des choses ne surprend guère. Une part importante des ambitions d'UBP en Extrême-Orient provient d'une énorme acquisition, relativement récente. La banque genevoise a ainsi mis la main l'an dernier sur les activités internationales de gestion de fortune de Royal Bank of Scotland (opérées sous le nom de Coutts).

Les projets d'UBP dans la région Asie/Pacifique nécessitent encore un soupçon d'audace ou des talents de visionnaire. Les résultats opérationnels des établissements suisses s'y maintiennent en effet encore souvent entre le quart et le tiers de ceux du marché européen. Des rendements suffisants dans la gestion de fortune requièrent en outre plusieurs années d'activités coûteuses en Extrême-Orient.

Après avoir annoncé son intention de développer les activités de gestion de fortune en Asie/Pacifique, dès son entrée en fonction le 1er juillet 2015, le président du directeur de Credit Suisse, Tidjane Thiam, avait lui-même rapidement inspiré quelques doutes parmi les investisseurs. Quelques-uns de ses concurrents avaient il est vrai préféré renoncer à de grands investissements dans cette même activité dans la même région. A l'instar de Merrill Lynch, Société Générale et BIL (Banque Internationale à Luxembourg).

Une tendance majeure persiste néanmoins. Les principaux établissements financiers helvétiques placent de grands espoirs dans le marché asiatique, comprenant notamment la Chine populaire, Taïwan et Hongkong. Trois grandes enseignes de la place financière helvétique se profilent ainsi déjà parmi les cinq principaux protagonistes de la gestion de fortune en Asie, selon le dernier palmarès d'Asian Private Bankers: UBS en tête, Credit Suisse au troisième rang et Julius Bär & Co AG au cinquième.

UBP a pour sa part annoncé le 22 juillet à Genève une augmentation de son résultat net de 13% au premier semestre, par rapport à la même période un an plus tôt. Les avoirs sous gestion y ont atteint 113,5 milliards de francs au 30 juin, contre 110 milliards à la fin de décembre 2015.

**Philippe Rodrik**